



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Mont-de-Marsan, le 29 janvier 2026

Cité Galliane

9 avenue Antoine Dufau

40012 MONT-DE-MARSAN

Références : DREAL/2026D/729

Code AIOT : 0005211669

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 4 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **SA FLORENTAISE**

602, rue des Hauts Fourneaux

40210 Labouheyre

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 novembre 2025 de l'établissement exploité par la SA FLORENTAISE et implanté au 602 rue des Hauts Fourneaux sur la commune de Labouheyre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

SA FLORENTAISE

602, rue des Hauts Fourneaux - 40210 Labouheyre

Code AIOT : 0005211669

Régime : Enregistrement

Statut Seveso : Non Seveso

IED : Non

Les activités exercées par la SA Florentaise relève :

- du régime de l'enregistrement (arrêté préfectoral du 6 février 2017) au titre de la rubrique 2517-2 (station de transit de produits minéraux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
- et du régime de la déclaration au titre des rubriques suivantes de la nomenclature :
  - 2515-2b (installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels),
  - 1532-3 (stockage de bois ou matériau analogue),
  - 2170-2 (fabrication de terreau ou de support de culture),
  - 2260-2b (broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales).

Ces activités couvrent notamment la fabrication de béton cellulaire et d'amendements et support de culture.

La société Florentaise est actuellement en redressement judiciaire jusqu'au mois de mars 2026. Le site est à l'arrêt depuis le 12 novembre 2025.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des installations enregistrées	Arrêté Préfectoral du 6/02/2017 Articles 1.2.1 et 1.2.2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois
2	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 23/05/2006 Article 5.3	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 6/02/2017 Article 2.1	Mise en demeure, respect de prescription Demande d'action corrective	1 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de fabrication de terreau n'est plus en activité, mais des andains de matières premières sont encore présents.

Une nouvelle entreprise GRANO FIBRE s'est installée sur le site sans que l'administration en ait été informée. Contrairement à ce qui a été indiqué lors de la visite (indépendance des sociétés), GRANO FIBRE est une filiale de la société FLORENTEISE. GRANO FIBRE fabrique de la fibre de bois.

Les deux emprises communiquent et ne sont pas clôturées. Elles prennent place sur le périmètre déclaré par la société FLORENTEISE en 2017.

L'exploitant ne maîtrise pas le fonctionnement de son site et notamment des réseaux de collecte des eaux. Un des bassins n'est pas accessible et l'autre présente une eau impactée par des produits de teinture de fibre de bois.

Une mise en demeure sont proposées à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Liste des installations enregistrées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 6 février 2017, Articles 1.2.1 et 1.2.2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations enregistrées et parcelles			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<u>Tableau de classement</u>			
Rubrique	Libellé de la rubrique / Seuil	Volume activité	Régime
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 30 000 m <sup>2</sup> .	Surface comprise entre 10 000 m <sup>2</sup> et 30 000 m <sup>2</sup>	Enregistrement

Rubrique	Libellé de la rubrique / Seuil	Volume activité	Régime
2515-2b	Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.  La puissance installée des installations est supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW.	Puissance totale de l'installation 95 kW	Déclaration
1532-3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public.  Le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup> .	Volume d'écorces de résineux brutes et criblées 5 000 m <sup>3</sup>  Volume de produits finis et bois (plaquettes) 1 000 m <sup>3</sup>	Déclaration
2170-2	Engrais, amendement et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781.  2. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 1 t/j et inférieure à 10 t/j.	Production annuelle de 2 100 t de terreau, soit 9,5 t/j	Déclaration
2260-2b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.  2. Autres installations que celles visées au 1  La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	Puissance de l'installation 300 kW	Déclaration

#### Tableau des parcelles cadastrales

Section	Numéro	Lieu dit	Superficie m <sup>2</sup>
H	1606	La Gare	345
	1928	Guillaumatte	163
	1930	Guillaumatte	1 571
	1932	Guillaumatte	760
	1934	Guillaumatte	188
	2198	Guillaumatte	383
	2200	Guillaumatte	303
	2537	602 rue des Hauts Fourneaux	11 780
	2538	602 rue des Hauts Fourneaux	33 803
Total			49 296

#### **Constats :**

L'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2017-78 du 6 février 2017 autorise la société Florentaise à exploiter des installations classées sous les rubriques 2517-2, 2515-2b, 1532-3, 2170-2 et 2260-2b.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'une autre entreprise (GRANOFIBRE) est présente sur le site.

L'exploitant indique que Granofibre fabrique de la fibre de bois.

Les deux sites ne sont pas distincts, ni clôturés.

L'emprise indiquée comme appartenant à Granofibre n'a pas été inspectée, car la personne rencontrée a indiqué qu'il s'agissait d'une autre entreprise indépendante.

Après recherche, il s'avère que Granofibre est une filiale de Florentaise. Ce point n'a pas été mentionné en inspection. Aucune information n'a été portée à la connaissance du Préfet concernant un changement d'exploitant, voire un changement d'activité.

En ce qui concerne la société Florentaise, l'activité de fabrication de terreau est à l'arrêt et la société est placée en redressement judiciaire. Seuls quelques andains de matières premières demeure présents sur le site.

Aucune activité n'est observée sur le site le jour de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant régularise, sous deux mois, sa situation administrative : changement d'exploitant, activités abandonnées, activités reprises, etc.

De plus, il tient informée le service de l'inspection d'un éventuel rachat de l'activité de fabrication de terreau. Dans le cas où cette activité ne serait pas reprise (période d'observation dans le cadre du redressement judiciaire jusqu'à mars 2026), l'exploitant procède au dépôt d'un dossier de cessation sous six mois, soit avant le 30 juin 2026.

Une mise en demeure de régularisation est proposée à Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Réseau de collecte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23 mai 2006, Article 5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, réseau de collecte

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de collecte doit être de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduelles doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Ils doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

**Constats :**

Les réseaux de collecte Granofibre et Florentaise sont connectés et communs.

Le site est équipé de deux bassins. Un seul des bassins est visible. Le 2e n'est pas accessible car non débroussaillé. Il n'est pas possible de constater son étanchéité.

L'eau du seul bassin visible est chargée, grise et opaque. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un produit de teinte utilisé par Granofibre dans le cadre d'un essai de teinte de la fibre de bois.

Les FDS des produits teintant ne sont pas fournies par l'exploitant.

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un plan des réseaux, ni des bassins. Il n'est pas possible de savoir quelles eaux sont récupérées par chacun des bassins, ni même si ces derniers communiquent.

Les jus utilisés pour teinter les plaquettes Florentaise sont dirigés vers une cuve enterrée. L'exploitant indique qu'aucun débordement n'a jamais été observé. Néanmoins, l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer la fréquence de vidange / pompage de cette cuve. De mémoire des salariés présents, aucun pompage n'a été réalisé. Or, environ 180 litres d'eau sont utilisés chaque semaine. La destination de ses eaux n'est pas déterminée lors de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet un plan des réseaux à jour. Il veille également à mentionner les différents bassins versants collectés par chacun des ouvrages.

L'exploitant rend accessible l'ensemble des bassins et débroussaille son site.

L'ensemble de ces demandes sont à réaliser sous un mois.

Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : surveillance des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 6 février 2017, Article 2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit respecter les valeurs limites suivantes (concentration, débit et flux) en matière de rejet d'eau dans le milieu naturel :

**Eaux pluviales polluées rejetées au milieu naturel**

	concentration	débit	flux polluant
unités	mg/l	litre/s	kg/jour
MES	35	14,87	45
DCO	51	14,87	66
DBO5	10	14,87	13
Hydrocarbures	10	14,87	13

**Constats :**

Comme indiqué dans le point de constat précédent, l'eau d'un des deux bassins est opaque, grise et teintée.

L'exploitant indique qu'elle contient du produit teintant utilisé pour la coloration des fibres de bois par l'entreprise Granofibre. L'exploitant indique qu'il s'agit de produits écologiques, mais sans fournir de fiche de données de sécurité (FDS).

De plus, l'exploitant n'a pas connaissance d'analyses effectuées au niveau du point de rejet au milieu.

L'exploitant ne connaît pas la localisation du point de rejet au milieu.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalise, sous un mois, des analyses de ses rejets conformément à son arrêté préfectoral de 2017.

L'exploitant s'assure qu'aucune pollution de peinture n'est susceptible d'impacter les bassins.

Une mise en demeure est proposée à Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois